

VILLE DE
Saint-malo
Centre Communal
d'Action Sociale

Affiché le 25 juin 2024

EXTRAIT : QUESTION N° 09

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Séance du 24 juin 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 14

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 19 juin 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame KRAUSS – Madame MOREAU – Madame CRANCE – Madame LE GAGNE – Docteur CANNEVA – Madame GOURDIN-SERVENIERE – Madame GUERIN – Monsieur HEISSAT – Monsieur LEFILLEUL – Madame VEYRIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Madame LEPRIZE – Madame GERVAIS, excusée – Madame MERCIER, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

■

DIRECTION SOLIDARITES & SANTE

09- MEDIATION SANTE

Convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2026 sur la médiation santé Entre l'Etat, Saint-Malo Agglomération, le Département d'Ille-et-Vilaine Et le Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Malo

Dans le prolongement du contrat territorial de santé conclu en 2003, à l'échelle du territoire du pays de Saint-Malo, le CCAS de Saint-Malo a été identifié pour participer à la mise en œuvre de la politique santé. Des conventions ont été signées avec le pays et l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour l'organisation d'une mission territoriale en santé.

En juillet 2023, un rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) définit la médiation santé comme un levier majeur des inégalités sociales de santé ; il conclue sur une préconisation de développement de la médiation santé sur tout le territoire national, avec notamment la création d'un nouveau métier. Ainsi, depuis 2023 l'ARS reprend cette préconisation en favorisant la création de postes de médiateurs santé et en augmentant ses subventions pour cette politique de prévention. Un programme, porté par l'ARS, de développement de cette mission est en cours sur la Bretagne.

De plus, dans le cadre de la politique de la ville et du quartier prioritaire, des subventions sont allouées par l'Etat, SMA et le Département depuis plusieurs années, afin de financer en partie les Ateliers Santé Ville.

Dans ce cadre, le poste de Médiateur Santé a été créé au CCAS en 2019. Jennifer AUBOURG, infirmière (IDE), occupe ce poste depuis janvier 2020. Le poste a été rattaché à la direction des Solidarités/Santé en juillet 2022.

Il remplit deux grandes fonctions :

- La mise en œuvre d'un atelier santé ville pour le public en situation de précarité, avec une attention particulière pour les habitants du QPV. Des actions collectives de prévention sont proposées chaque mois + des interventions dans les écoles, les FJT et vers différents partenaires ;
- La mise en place d'un médiateur santé pour accompagner et améliorer l'accès aux soins et aux droits à la santé des personnes éloignées des soins.

Au niveau budgétaire, ce poste d'IDE est en grande majorité couvert par les subventions ; pour l'année 2024 :

- 22.000 € sont attribués par l'ARS pour la mission
- 13.250 € par SMA dans le cadre du Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) ;
- 13.250 € par l'Etat dans le cadre du QPV ;
- 5.000 € par le Département dans le cadre du QPV ;
- + 3.750 € pour les actions collectives de prévention menées par l'IDE (via le pays de St-Malo).

Soit un total de subventions annuelles de 57.250 € pour un budget global de la médiation santé qui a été pré-budgété en 2024 à 67.000 €.

Dans le règlement des nouveaux contrats de ville 2024-2030, des demandes de subvention sur trois ans peuvent être sollicitées pour les actions reconnues.

C'est dans ce cadre de demande de financement pluriannuel qu'une convention d'objectifs 2024-2026 doit être signée par le représentant du CCAS, afin de sécuriser une partie du financement de l'action de médiation santé. Une autre convention doit également être passée directement auprès de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après en avoir délibéré,**

APPROUVE

L'accord de principe et d'engagement pour la signature :

- De la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2026 sur la médiation santé, entre l'Etat, Saint-Malo Agglomération, le Département et le Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Malo.
- De la convention particulière, sur le même objet, passée avec l'Etat.

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 15 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**

A blue ink signature, appearing to be 'S. LEPRIZÉ', is written over the text.

**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2024-2026
ENTRE L'ÉTAT, SAINT-MALO AGGLOMERATION,
LE DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE
ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SAINT-MALO**

Entre les soussignés :

Le centre communal d'action sociale de Saint-Malo (CCAS), dont le siège social est situé 12, Boulevard Villebois-Mareuil à Saint-Malo (35400), représentée par Madame Sophie LEPRIZE, Vice-Présidente du CCAS.

N° SIRET : 263 502 700 00036

Désignée ci-après sous le terme « le centre communal d'action sociale »,

Et

L'État représenté par Monsieur Philippe GUSTIN Préfet de la région Bretagne, Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, Préfet d'Ille-et-Vilaine,

Désigné ci-après sous le terme « l'État »,

Et

Saint-Malo Agglomération, dont le siège social est situé 6 rue de la Ville Jégu à Cancale (35260), représentée par Gilles LURTON en sa qualité de Président, agissant en vertu de la délibération n° du conseil communautaire en date du 19 septembre 2024,

Désignée ci-après sous le terme « Saint-Malo Agglomération »,

Et

Le Département d'Ille-et-Vilaine, dont le siège social est sis 1 avenue de la Préfecture CS24218 35042 RENNES Cedex, représenté par Jean-Luc CHENUT, en sa qualité de Président, agissant en vertu de la décision de la commission permanente en date du 26 août 2024,

Désigné ci-après sous le terme « Département d'Ille-et-Vilaine »,

Désignées ensemble ci-après « les parties »

Vu le contrat de ville de Saint-Malo Agglomération, approuvé au comité de pilotage du 19 mars 2024 ;

Vu le Code des juridictions financières, et notamment son article L.211-4 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, pris en ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.1111-4, L. 1611-4, L.3121-17 alinéa 1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, pris notamment dans son article 10 alinéa 3 ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) ;

Vu la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville dans les départements métropolitains ;

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 2024 portant délégation de signature au sous-préfet de Saint-Malo ;
Vu la délibération n°8-2024 du conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération en date du 11 avril 2024 approuvant le contrat de Ville de Saint-Malo Agglomération 2024-2030 ;
Vu la délibération n° du conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération en date du 20 juin 2024 approuvant la programmation du contrat de ville de Saint-Malo Agglomération ;
Vu la délibération n° du conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération en date du 19 septembre 2024 autorisant le Président à signer la présente convention ;
Vu la décision de la Commission permanente en date du 26 août 2024 autorisant le Président du conseil départemental à signer la présente convention ;
Vu la circulaire n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
Vu les décisions du comité des financeurs du contrat de ville du 14 mai 2024 ;
Vu le dossier de demande de subvention déposé par le centre communal d'action sociale.

PRÉAMBULE

Le contrat de ville 2024-2030 de l'agglomération malouine se donne comme ambition d'impulser et de favoriser les initiatives visant à apporter des réponses adaptées et innovantes aux habitants des quartiers afin de mettre en œuvre les orientations stratégiques suivantes :

- Un quartier d'épanouissement ;
- Un quartier mobilisé pour l'emploi ;
- Un quartier de transition ;
- Un quartier convivial.

La mise en œuvre de ces orientations s'appuiera sur la déclinaison des enjeux transversaux suivants :

- Renforcer la démarche d'aller vers et hors les murs ;
- Optimiser la lisibilité de l'offre via une communication adaptée ;
- Lutter contre toutes les formes de discriminations ;
- Porter une attention particulière à certains publics ;
- Encourager la mobilisation des habitants.

CECI ARRÊTÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

Le **Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)** de Saint-Malo est un établissement public de la commune ; il offre un lieu d'accueil, d'écoute, d'information et d'accompagnement médico-social pour répondre aux besoins de la population malouine.

Par la présente convention, l'établissement public s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en place en cohérence avec les orientations de politique publique rappelées dans le préambule, l'action « **La santé au cœur des quartiers** ».

Cette action de médiation en santé a pour objectif :

- La mise en œuvre d'actions collectives de prévention et d'information pour le public en situation de précarité de la ville de Saint-Malo, avec une attention particulière pour les habitants du quartier prioritaire ;

- L'accompagnement individuel des habitants du quartier pour accéder à leurs droits en santé et à l'offre de soins.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention pluriannuelle d'objectifs est conclue pour une durée maximale de 3 ans, soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Durant cette période, le centre communal d'action sociale s'engage à notifier tout retard pris dans l'exécution ou toute modification des conditions d'exécution. De la même manière, elle s'engage à notifier toute modification de ses statuts, représentants, adresse(s) ou coordonnées bancaires.

Article 3 – Engagements financiers des partenaires, modalités et versements

Pour la réalisation des actions citées à l'article 1, l'État, Saint-Malo Agglomération et le Département d'Ille-et-Vilaine s'engagent, sous réserve de l'adoption des crédits aux budgets 2024, 2025 et 2026, à verser au centre communal d'action sociale une subvention annuelle de **31 500 €** selon la répartition suivante :

Financeurs	Financement annuels
État (BOP 147)	13 250 €
Saint-Malo Agglomération	13 250 €
Département d'Ille-et-Vilaine	5 000 €
Total	31 500 €

Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire et de la disponibilité budgétaire des co-financeurs, les montants financiers des années 2025 et 2026 feront l'objet d'une notification.

Lors de la mise en œuvre du projet, le centre communal d'action sociale peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel, figurant en annexe à la présente convention, par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement, etc. Cette adaptation des dépenses ne doit pas affecter la réalisation du projet et ne doit pas être trop substantielle.

Le centre communal d'action sociale notifie ces modifications aux signataires de la convention par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours.

Article 4 - Modalités de versement

Après passage en comité des financeurs et selon les modalités propres à chaque financeur, la subvention sera versée en totalité sur le compte :

Banque : Banque de France

IBAN : FR26 3000 1007 49F3 5900 0000 054

BIC : BDFEFRPPCCT

Titulaire : Service de gestion comptable de Dol-de-Bretagne
18 Place Toullier - 13120 DOL-DE-BRETAGNE

Article 5 - Détermination du montant de la subvention

Le montant de la subvention a été déterminé au vu des budgets prévisionnels établis par l'établissement public dans son dossier de demande subvention. Le financement n'excède pas les coûts directs et indirects engendrés par la mise en œuvre de l'action.

Les coûts totaux (hors contributions volontaires) estimés éligibles sont de :

2024 : 67 700 €

2025 : 68 700 €

2026 : 69 700 €

Article 6 - Comptes rendus financiers

L'organisme bénéficiaire devra justifier l'emploi de la subvention lors de toute nouvelle demande ou, à défaut, **au plus tard le 30 juin de l'année N+1**, en produisant un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000.

La justification s'effectue directement dans l'espace Usagers de la plateforme DAUPHIN.

En cas de non-production du compte rendu financier, la subvention sera reversée au Trésor Public. Si le financement excède la différence entre les produits et les charges, les sommes non utilisées seront reversées au Trésor Public.

Article 7 - Évaluation de la convention pluriannuelle d'objectifs

Une évaluation, qui s'appuiera sur des éléments quantitatifs et qualitatifs fournis par le CCAS, sera réalisée par le comité de pilotage annuel réunissant le CCAS et les co-financeurs au 1er semestre des années N+1 et N+2. Elle portera notamment sur la conformité des résultats aux projets décrits à l'article 1 et sur l'impact des actions mises en place.

Article 8 - Contrôle

L'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 et l'article 112 de la loi du 31 décembre 1945 obligent toute association, société ou collectivité privée ou publique bénéficiant d'une subvention de l'État à *« fournir ses budgets et comptes au ministre qui accorde la subvention. Elle peut en outre être invitée à présenter les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Tout refus de communication entraînera la suppression de la subvention »*.

En conséquence, l'organisme s'engage à :

- Faciliter tout contrôle, sur pièces ou sur place ;
- Disposer d'une comptabilité analytique issue de la comptabilité générale ;
- Mettre en place des outils fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

En cas de non-réalisation, de réalisation non conforme ou de refus de communication de comptes ou de pièces justificatives, la subvention sera reversée au Trésor Public.

Article 9 – Responsabilités-assurances

Le CCAS se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet social; ses activités sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'établissement public fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exercice de ses engagements et sera seul responsable vis-à-vis des tiers et de l'État, de Saint-Malo Agglomération et du Département d'Ille-et-Vilaine de tout accident et dommage de quelque nature que ce soit et pour lesquels la responsabilité de l'État, de Saint-Malo Agglomération ou du Département d'Ille-et-Vilaine ne pourra être retenue.

L'établissement public disposera d'une assurance de responsabilité civile, couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, en raison des dommages de toute nature (corporels et/ou matériels et/ou immatériels) causés à des tiers, à l'État, à Saint-Malo Agglomération ou au Département d'Ille-et-Vilaine, du fait de son personnel ou toute personne dont elle a la garde à

quelque titre que ce soit ou toute personne agissant pour son compte, du fait de ses biens ou de son activité et notamment pour l'exécution de la présente convention.

Article 10 – Publicité

Les financements accordés par l'État, Saint-Malo Agglomération et le Département d'Ille-et-Vilaine doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication doivent porter le logotype de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), de Saint-Malo Agglomération et du Département d'Ille-et-Vilaine (affiches, flyers, programmes, site internet...) et les mentions « avec le soutien de l'ANCT, de Saint-Malo Agglomération et du Département d'Ille-et-Vilaine » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels.

Article 11 – Révision – Résiliation – Règlement des conflits

Toute proposition de modification des dispositions de la présente convention doit faire l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Seul un avenant pourra en modifier les termes.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Le reversement au Trésor Public de tout ou partie des sommes déjà versées pourra être exigé.

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application du présent acte.

Article 12- Autres engagements

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le centre communal d'action sociale en informe les signataires de la convention par écrit sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13 – Pièces annexes

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Fiche-action « la santé au cœur des quartiers » ;
- Budgets prévisionnels 2024 / 2025 / 2026 de l'action « la santé au cœur des quartiers ».

Fait à Saint-Malo, le

(en quatre exemplaires originaux de forme et de contenu identiques)

Pour le CCAS de Saint-Malo,
La Vice-Présidente,

Pour le Préfet de la Région Bretagne
et d'Ille-et-Vilaine, et par délégation,
le Sous-Préfet,

Sophie LEPRIZE

Philippe BRUGNOT

Pour le Président de Saint-Malo Agglomération
et par délégation, la Vice-Présidente déléguée à
la Politique de la ville

Pour le Président du Département d'Ille-et-Vilaine
et par délégation, le Conseiller départemental
délégué à la Politique de la Ville

Marie-France FERRET

Olwen DÉNÈS



PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

quartiers2030

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et
des Solidarités

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

Date de notification :

Référence dossier (à rappeler dans toute correspondance) :

35350222 24 DS01 5335P02167 = 13 250,00 €

La santé au coeur des quartiers (CPO)

- VU la loi de finances initiale pour 2024 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances
- VU la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine
- VU la loi modifiée n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret 2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations ou fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État
- VU le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- VU le décret 2019-1416 du 20 décembre 2019 (art.5) portant organisation de la Direction générale des collectivités locales
- VU le dossier de demande de subvention déposé par l'organisme bénéficiaire

Pour les aides de minimis inférieures à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux

- VU le règlement n° 2023/2832 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

Pour les aides d'État supérieures ou égales à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux

- VU la décision du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

L'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) a ouvert une plateforme collaborative « La Grande Équipe »

Créer votre compte dès à présent ! <https://acteurs.lagrandeequipe.fr>

Vous aurez accès aux informations relatives à la politique de la ville et pourrez échanger avec les acteurs des quartiers prioritaires.

Entre l'ÉTAT, représenté par le Préfet,

et,

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ST MALO,
16, boulevard Villebois-Mareuil 35400 SAINT MALO
représenté(e) par son représentant légal, Madame Sophie LEPRIZE
N° SIRET : 263502700 00036 N° Tiers Chorus : 2100061558

Article 1 : Durée de la convention

La présente convention pluriannuelle d'objectifs est conclue pour une durée maximale de trois ans, soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Durant cette période, l'organisme contractant s'engage à notifier tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

Article 2 : Objet et montant de la subvention

Au titre de l'exercice 2024, l'État, sur le programme budgétaire Politique de la ville, contribue financièrement pour un montant de 13 250,00 €.

Pour les années suivantes, les montants prévisionnels s'établissent à :

seconde année : Action N°1 : 13 250,00 €

troisième année : Action N°1 : 13 250,00 €

Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire et de la disponibilité budgétaire, chaque montant annuel fera l'objet d'une notification par voie d'avenant.

Le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'actions d'intérêt général suivant :

Action n° 1 -La santé au cœur des quartiers (CPO) : 13 250,00 €

Emploi d'une infirmière pour la mise en œuvre d'un atelier santé ville.

Objectifs opérationnels de l'atelier santé ville :

- contribuer à la mise en place d'actions collectives sur les thématiques prioritaires en animant des ateliers collectifs autour de l'éducation à la santé dans les écoles du quartier, en menant des actions de prévention et de dépistage en proposant une thématique par mois (cancer du sein, arrêt du tabac...), en organisant des groupes de paroles (par ex, sur la précarité menstruelle dans les FJT...) ;
- participer à la programmation et l'animation pour des actions concrètes de promotion à la santé, en organisant la mobilisation des acteurs du territoire (institutions, associations, professionnels de la santé, conseil citoyen...) afin d'améliorer les actions existantes et d'initier de nouveaux projets répondants aux problématiques locales ;
- participer aux instances partenariales mises en œuvre dans le cadre du contrat local de santé, de la politique de la ville, du comité local des solidarités et organiser une déclinaison de la thématique santé au sein du QPV ;
- Développer la participation active des habitants au travers notamment du conseil citoyen et des adultes relais.

Objectifs opérationnels pour la mission référent santé précarité :

- rencontrer et accueillir, par une démarche "d'aller vers", les personnes ayant des difficultés d'accès aux droits et/ou aux soins, en s'appuyant sur le réseau partenarial local de la santé ;
- réaliser une évaluation des besoins sociaux et de santé des personnes et identifier les objectifs prioritaires pour construire un projet personnel de santé ;
- développer les liens avec les structures et associations sociales accueillant un public vulnérable (faciliter le repérage et l'orientations) ;
- orienter et/ou accompagner (physiquement si besoin) la personne dans ses démarches administratives d'accès à une couverture maladie adaptée ou à des aides exceptionnelles ;
- assurer un accueil et voir dans quelle mesure, la réalisation de quelques soins serait pertinente ;
- prendre en compte la souffrance psychique et le mal-être. Favoriser le partenariat avec le secteur de la psychiatrie et de l'addictologie ;
- organiser la journée santé-précarité dont l'objectif est de faire venir des professionnels de la santé sur l'espace Bougainville et que les partenaires sociaux et de l'insertion orientent leurs usagers éloignés des soins ;
- assurer un travail de liaison partenariale avec les acteurs du secteur sanitaire et social par des

rencontres, des réunions régulières et échanger sur les situations compliquées ;

- participer au diagnostic local : identifier et faire remonter les dysfonctionnements ;

aux droits, participer à la remontée des témoignages sur cette thématique ;

- orienter les personnes vers les structures PASS médicale et préventive et PASS dentaire.

Ce projet a pour objectif de :

Deux missions :

- la mise en œuvre d'un atelier santé ville pour le public en situation de précarité de la ville de Saint-Malo, avec une attention particulière pour les habitants du QPV. Des actions collectives sont proposées chaque mois sur des thématiques en prévention de la santé ;

- la mise en place d'un médiateur santé pour accompagner et améliorer l'accès aux soins et aux droits à la santé des personnes les plus démunies.

Pour réaliser ce projet, les moyens suivants seront mis en œuvre :

Une infirmière est présente à temps complet, 5 jours par semaine.

Elle est rattachée au CCAS de Saint-Malo, direction des Solidarités et de la santé.

La mission santé est implantée au sein de l'Espace Bougainville, située au cœur du quartier de la découverte (QPV). Le bâtiment est bien identifié par les professionnels médico-sociaux et par les usagers qui le fréquentent pour la maison France Services, le centre social et les différentes permanences sociales, administratives et associatives.

L'infirmière a accès à une voiture de service du CCAS. Elle bénéficie d'un bureau où elle peut accueillir ses usagers ; il est équipé d'un espace de consultation (table d'auscultation, point d'eau et réfrigérateur).

Article 3 : Respect du Contrat d'engagement républicain par les associations et les fondations

Le bénéficiaire de la subvention représentant une association ou une fondation, s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations notamment :

- à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association ou la fondation informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc...) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles.

Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira au reversement de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 4 : Imputation budgétaire et comptable

La subvention est imputée sur les crédits du programme budgétaire Politique de la ville (147).

Domaine fonctionnel : 0147-01-10

Code activité : 014701010101

Groupe marchandise : 10.03.01

L'ordonnateur de la dépense est : le Préfet

Votre interlocuteur, service prescripteur, est : la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Le comptable assignataire est : le directeur des finances publiques

AV JANVIER BP 72102

35021 RENNES CEDEX9

Article 5 : Modalités de versement

La subvention sera versée en totalité dans le mois suivant sa notification sur le compte :

IBAN : FR263000100749F359000000054

BIC : BDFEFRPPCCT

Article 6 : Détermination du montant de la subvention

Le montant de la subvention a été déterminé au vu du budget prévisionnel établi par l'organisme dans son dossier de demande de subvention. Le financement n'excède pas la différence entre les charges directes et indirectes et les recettes engendrées par la mise en œuvre de l'action.

Les coûts totaux estimés éligibles sont de :

Action n° 1 : La santé au cœur des quartiers (CPO)

Total des charges et des produits figurant au budget prévisionnel : 67 700,00 €

Article 7 : Comptes rendus financiers

Durant toute la durée de la convention pluriannuelle, l'organisme s'engage à produire au plus tard **le 30 juin de chaque année** les comptes rendus financiers des actions menées en n-1. Ces comptes rendus financiers seront conformes à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000.

La justification s'effectue directement dans l'espace Usagers de la plateforme DAUPHIN.

En cas de non production du compte-rendu financier, la subvention sera reversée au Trésor public.

Si le financement excède la différence entre les produits et les charges, les sommes non utilisées seront reversées au Trésor public.

Article 8 : Évaluation finale de la CPO

Une évaluation qui s'appuiera sur des éléments de bilan quantitatifs et qualitatifs établis annuellement sera menée conjointement par le service bénéficiaire et le service prescripteur. Elle conditionnera le renouvellement de la convention.

Article 9 : Contrôle

L'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 et l'article 112 de la loi du 31 décembre 1945 obligent toute association, société ou collectivité privée ou publique bénéficiant d'une subvention de l'État à « *fournir ses budgets et comptes au ministre qui accorde la subvention. Elle peut en outre être invitée à présenter les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Tout refus de communication entraînera la suppression de la subvention* ».

En conséquence, l'organisme s'engage à :

- faciliter tout contrôle, sur pièces ou sur place
- disposer d'une comptabilité analytique issue de la comptabilité générale
- mettre en place des outils fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment

En cas de non-réalisation, de réalisation non conforme ou de refus de communication de comptes ou de pièces justificatives, la subvention sera reversée au Trésor public.

Article 10 : Publicité

Les financements de l'État doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication (affiches, flyers, programmes, site internet...) doivent porter le logotype et la mention « avec le soutien du secrétariat d'État chargé de la citoyenneté et de la ville ».

Le logo est téléchargeable sur le site de l'agence nationale de la cohésion des territoires :

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr> Accueil/Les programmes/Politique de la ville/Les subventions/Communiquer

Article 11 : Révision - Résiliation - Règlement des conflits

Toute proposition de modification des dispositions de la présente convention doit faire l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Seul un avenant pourra en modifier les termes.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Le reversement au Trésor public de tout ou partie des sommes déjà versées pourra être exigé.

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application du présent acte.

Fait en deux exemplaires originaux

Le _____

Attention :

Seule la convention signée des deux parties et dûment notifiée, ouvre droit à subvention dans les conditions de l'article « Modalités de versement ».

Pour l'organisme bénéficiaire

Pour l'ÉTAT

Prénom et NOM du signataire